TERRES FOURNIES AUX SOLDATS DE RETOUR.

[Suite de la page 2.]

sie de toute propriété immobilière, personnelle où autre, et à moins que la Commission ne consente par écrit au contraire les (a) terres du colon et (b) son bétail et son outillage qui lui ont été vendus par la Commission en vertu des dispositions de ce décret, et les produits de ces bestiaux qui lui ont été vendus comme il est dit plus haut, ou les intérêts du colon dans ces terres, bestiaux ou outillage demeureront, tant que le prix de vente ou aucune partie d'icelui ou tout intérêt encore impayé à la Commission, exempts et en dehors des opérations de telles lois provinciales.

9. Nonobstant toute loi, soit statut ou autre, en vigueur dans aucune des provinces, et à moins que la Commission ne donne son consentement par écrit:

(a) aucun titre, hypothèque ou autre instrument exécuté par ou pour le colon, et aucun jugement recouvré, ou servitude, exécution ou autre procédure prise contre le colon ne pourra, vis-à-vis de la Commission, lier ou affecter (1) les terres du colon ou (II) ses bestiaux et son outillage qui lui ont été vendus par la Commission en vertu des dispositions de ce décret de la Commission, ou les produits de tous bestiaux à lui vendus comme il est dit ci-dessus, en autant que le prix de vente des dites terres, et des dits bestiaux ou outillage ou aucune partie d'icelui ou aucun întérêt sur icelui demeurera impayé à la Commission; (b) Tant que le prix de vente ou aucune partie d'icelui, ou aucun intérêt sur ce prix, ou aucune charge en fectual de la Commission; (a) aucun titre, hypothèque ou au-

aucune partie d'icelui, ou aucun intérêt sur ce prix, ou aucune charge en faveur de la Commission demeureront impayés sur les terres qui ont été vendues à un colon en vertu des dispositions de ce décret par la Commission, la femme d'un colon n'aura aucune priorité de réclamation ou charge contre ou sur ces terres comme dot de ces terres, pas plus que, durant la même période, le mari d'une femme colon n'aura aucune priorité de droits ou tenure de faveur sur ces terres, et la loi de garantie ouvrière ou aucunes autres lois de garanties ou aucunes autres lois de garanties ou aucunes la loi de garantie ouvrière ou aucunes autres lois de garanties ou aucunes lois de dots ou homesteads des provinces ne saura s'appliquer ou avoir priorité comme il est dit plus haut.

(c) Aucune vente, don, livraison, troc, échange, engagement, charge, garantie ou autre transaction par ou pour le color.

(c) Aucune vente, don, livraison, troc, échange, engagement, charge, garantie ou autre transaction par ou pour le colon, à ou avec toute personne, corporation ou corps autre que la Commission, et tendant à affecter ou lier aucunes de ces terres, bestiaux ou outillage ou aucune partie d'iceux, ainsi vendus, ou les produits de ces bestiaux ainsi vendus ne pourront, tant que le prix de vente de ces terres, bestiaux ou outillages, ou aucune partie d'icelui, ou aucun intérêt sur icelui demeurent impayés, avoir aucun effet vis-à-vis de la Commission, le but, l'intention et l'objet de ce décret étant que, en autant qu'aucune somme demeurera impayée sur le total des ayances ou des paiements faits de temps à autre par la Commission pour ou pour le compte d'un colon et garantis par ou chargés aux propriétés immobilières, personnelles ou autres sur lesquelles des avances ou des paiements ont été faits et ainsi garantis et chargés par la Commission, ces propriétés constitueront une garantie continue pour toute somme ou sommes qui demeureront impayées en aucun temps sur aucune de ces avances ou aucun de ces paiements, et qu'aucune de ces propriétés, sur et par lesquelles tels paiements ou avances ont été garantis ou chargés, ni aucun intérêt du colon sur icelles ne pourront être volontairement ou involontairement aliénés ou grévés ou mis en servitude au préjudice des réclamations ou obligations de la Commission, subséquemment à la garantie ou charge de la Commission ou autrement, sans le consentement de la Commission, mais toutes les transactions légales par ou avec et toutes procédures légales contre le colon, et toutes les lois provinciales qui l'affectent ou affectent ses biens ou les intérêts de ses biens auront leur plein effet, en ce qui concerne tous biens meubles,

LE RECENSEMENT DE LA PRODUC-TION POUR 1917 EST TERMINÉ

Le bureau des statistiques donne des renseignements détaillés sur la production industrielle du Canada---Les meuneries tiennent la tête de la liste avec une valeur globale de \$224,191,735.

Le Bureau fédéral des statistiques a terminé son recensement de la production des manufactures du Canada pour l'année 1917, et les premiers totaux sont maintenant connus. Les rapports embrassent 34,380 établissements et accusent un développement remarquable de cette branche de l'industrie canadienne par comparaison avec le recensement de 1915, comme on peut s'en rendre compte en consultant le tableau sommaire qui suit:

	1917.	1915.	tation.
Capital engagé\$	2,772,517,680	1,994,103,272	
Employés salariés Nombre	73,598	52,683	20,951
Salaires payés\$	95,983,506	60,308,293	35,675,213
Employés à gages (y compris les tra-			
vailleurs à la pièce)Nombre		462,200	157,273
Gages payés\$	457,245,456	229,456,210	227,789,246
Coût des matériaux\$	1,602,820,631	802,133,862	800,686,769
Valeur des produits\$	3,015,506,869	1,407,137,140.	1,608,369,729
	THE RESERVE TO SERVE THE PARTY OF THE PARTY		,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,

MATIÈRES PREMIÈRES ET PRODUITS.

La valeur globale des marchandises fabriquées au Canada, en 1917 s'élève à \$3,015,506,869, et le coût de la matière première est de \$1,602,820, 631, ce qui laisse une augmentation nette de valeur, attribuable au fait de la fabrication, de \$1,412,686,238, soit \$5,449,098 de plus que la valeur globale de la production en 1915. Voici la liste des vingt principales industries avec la valeur globale et la valeur nette de leur production. Nous les donnons par ordre d'importance

	Par or an importance.			
i	Produits des mannenies	aleur globale.	Valeur nette.	
ı	Produits des meuneries	\$224,191,735	\$40,604,799	
ı	Hauts lourneaux pour acier et laminoirs	170,679,000	62,040,044	į
8	Abattage et salaisons	153,279,252	36,082,497	
ı	rioduits forestiers	115,884,905	75,159,877	
8	Munitions	112,866,838		
ä	Pulpe et papier		70,240,235	
9	Beurre et fromage	96,340,324	61,627,462	
ä	Beurre et fromage	85,731,339	13,719,662	
9	Wagons et usines à wagon	78,564,527	39,884,077	
8	Sucre ramne	73,329,260	20,149,349	
8	Fondage	69,262,673	33,591,253	
	Froduits de la fonderie et de l'usine à machines	66,945,483		
8	Froduits du Ier et de l'acier	58,797,766	43,322,282	
	Construction et entreprise		26,777,534	ĺ
1	Automobiles	54,668,255	32,927,335	ı
g	Abattage calaisons non comprises	54,466,273	18,880,453	ı
	Abattage, salaisons non comprises	53,441,466	14,771,901	ı
	Chaussures.	49,170,062	22,389,519	
	Energie et eclairage electriques	44,536,848	44,536,848	
4	cuir tanne, corrove et ouvre.	41,117,128		
E.	Appareils et accessoires électriques		14,492,651	
		40,204,245	20,046,238	

Les totaux des vingt principales industries en valeur globale et valeur nette de la production sont de \$1.720. 700,960 et \$724,266,227, et ils représentent respectivement 57 p. 100 et 51 p. 100 des grands totaux pour tout le

AGENCES DE PRODUCTION.

Le capital.—La totalité du capital engagé dans les installations industrielles du Canada en 1917 était de \$2,772,517,680, dont (a) \$\$998,351,070

bâtiments et accessoires; (b.) \$567, 262,538, la machinerie et les outils (c) \$745,546,310, la matière première en magasin, les stocks en voie de fabrication, les produits ouvrés, le combustible et diverses fournitures, et (d) \$461,357,762, l'argent en caisse, les comptes et factures recouvrables. Le montant du capital engagé dans

principales industries (1) éclairage et énergie électriques, \$2,772,517,680, dont (a) \$\$998,351,070 \$356,004,168; (2) pulpe et papier, représentaient la valeur des terrains, \$186,787,405; (3) produits du bois,

immeubles ou autres, à lui vendus par la Commisison, sauf et excepté que si le produit ou la récolte de la terre du colon, à lui vendue par la Commission est saisie ou prise en exécution de jugement ou en vertu de toute autre procédure, que le colon ait ou n'ait pas payé complètement ladite terre, ou que ledit produit ou ladite récolte soit saisie ou prise sur pied, ou dehors, ou en grange, ou autrement, ledit produit ou ladite récolte restera grevée d'une réclamation en faveur de la Commission pour le paiement de tous les versements échus ou en souffrance à l'époque de la saisie ou de la prise, paiement par le colon à la Commission sur la terre du colon, le bétail, l'outillage et les améliorations permanentes, aussi bien que pour le paiement de tous les versements qui deviendront échus dans les douze mois de l'année civile qui suivront.

10. Le mot "colon" employé dans le lions de dollars.

présent arrêté désigne le "colon" tel que défini dans la Loi d'établissement des soldats, 1917, et l'expression "sa terre' et les expressions semblables employées dans tout le cours du présent arrêté, concernant le colon, seront interprétées comme désignant les biens meubles, immeubles ou autres, suivant le contexte, qui ont été vendus au colon par la Commission, conformément aux dispositions du présent arrêté, que ces biens aient ou n'aient pas été payés en entier.

11. Pour permettre une telle acquisition de terres, bestiaux, outillage et matériaux de construction, le montant voté par le parlement pour les fins de la Loi d'établissement des soldats, 1917, peut être utilisé, et dans le cas où le montant ainsis voté serait insuffisant, le ministre des Finances devra, à même les crédits de guerre, 1918-19, mettre au crédit de la Commisison canadienne d'établissement des soldats la somme de deux millions de dollars.

\$149,266,019; (4) wagons et usines de wagons, \$98,274,585; (5) hauts four-neaux pour l'acier et laminoirs, \$91,-894,777; (6) produits de la meunerie, \$72,573,982; (7) instruments aratoires, \$70,493,801; (8) produits de la fonde rie et usines de machines, \$69,915,-032; (9) usines de réparation des wagons, \$68,783,298; (10) abattage et salaisons, \$68,145,347.

Employés, salaires et gages.—Le nombre des employés salariés était de 73,598, dont 57,668 du sexe masculin et 15,930 du sexe féminin. Les employés à gages, à l'exclusion des travailleurs à la pièce en dehors des usines, étaient au nombre de 602,632 dont 489,915 du sexe masculin et 112,-717 du sexe féminin; ils recevaient des gages au montant de \$449,548,644. Les travaileurs à la pièce employés en dehors des établissements industriels comprenaient 7,755 hommes et 9,086 femmes qui recevaient un montant total de \$7,696,812.

Le combustible utilisé.—Le coût

total de tout le combustible employé au cours de l'année est de \$73,087,840. La quantité de charbon bitumineux consommée s'élève à 7,568,499 tonnes valant \$39,688,856; celle de charbon anthracite est de 410,705 tonnes évaluées à \$2,894,186; celle de coke, 2,079,965 tonnes évaluées à \$16,122,-122; la gazoline, 3,158,895 gallons évalués à \$859,775; l'huile combustible, 88,746,824 gallons évalués à \$7,607,-323; le gaz, naturel ou artificiel, 92,-815,369 pieds cubes, évalués à \$2,397,-545, et d'autres combustibles pour une valeur de \$2,149,441.

Dépenses diverses.—Le montant total payé en dépenses diverses au cours de l'année est de \$289,373,046 dont le loyer des bureaux, usines, etc., s'élève à \$11,211,114; le loyer de l'énergie, à \$11,647,458; les primes d'assurance, à \$10,694,332; les taxes, fédérales, provinciales et municipales, à \$28,464,674; les droits régaliens, l'usage des brevets, etc., à \$2,-041,715; les frais d'annonces, à \$9,-929,162; les frais de voyages, à \$13,les réparations ordinaires aux bâtiments et à la machinerie, à \$36,058,038, et toutes les autres dépenses diverses, à \$116,191,236.

Energie utilisée.—Le total réel de chevaux-vapeur employés dans tous les établissements industriels représente une valeur de \$3,667,269, dont les machines à vapeur fournissent un total de 746,461 chevaux-vapeur; les machines actionnées par le gaz, 52,-223 c.-v.; les engins à gazoline, 20,928 c.-v.; les roues hydrauliques, 2,062,-496 c.-v.; les moteurs hydrauliques, 3,343 c.-v.; les moteurs électriques, 177,386 c.-v.; tous les autres 12,769 c.-v. sont produits par les établissements recensés, ainsi que 520,830 c.-v. provenant de moteurs électriques et 67,833 c.-v. engendrés par d'autres sources d'énergie représentant de l'énergie obtenue par loca-

ÉCHANTILLONS PAR COLIS POSTAL.

POSTAL.

La Commisison de commerce du Canada est informée par câblogramme de la Mission canadienne à Londres que toutes marchandises importées dans le Royaume-Uni par voie de colis postaux, même si elles se trouvent dans les classes prohibées, seront admises sans licence, si les officiers de douane sont convaincus que ces marchandises sont de bonne foi des échantillons de commerce ou sont des cadeaux adressés aux destinataires. Autrement elles seront traitées comme des importations prohibées.